



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

**Arrêté préfectoral n° BCTE /2020 - 63 du 8 juin 2020  
portant mise à jour de la situation administrative et actualisant le montant des garanties  
financières de la SRV VACHER à Musac 43000 POLIGNAC**

**Le préfet de la Haute-Loire**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**  
**Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole,**

VU l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration,

VU le code de l'environnement, Livre V, et notamment son article L513-1,

VU le décret du Président de la République du 27 mars 2019 portant nomination de M. Nicolas de MAISTRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°SG/COORDINATION 2020-06 du 27 mars 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant les régimes de classement des rubriques 2794, 2713, 2714 et 2716,

VU l'arrêté préfectoral DIPPAL-B3/2015-014,

VU les demandes faites par le directeur de la société SRV Vacher les 17 et 18 février 2020,

VU les notes de calcul produites par l'exploitant pour justifier le montant de ses garanties financières,

VU le projet d'arrêté porté le 04 mai 2020 à la connaissance du demandeur,

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 04/06/2020 demandant d'incorporer dans le présent arrêté la mise à jour des garanties financières de son établissement, sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le décret n°2018-458 rend dorénavant les sites soumis initialement à autorisation à enregistrement pour les activités relevant de la rubrique 2713, 2714 et 2716,
  - la création de la rubrique 2794 pour les activités relevant initialement de la rubrique 2260-2a,
  - l'absence de modifications de nature et de volume d'activité déclarées par la société SRVV pour son site de Musac,
  - le signalement d'erreurs typographiques dans l'arrêté préfectoral DIPPAL-B3/2015-014,
- la nécessité d'actualiser les garanties financières

Le pétitionnaire entendu,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : Modification du tableau des rubriques

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté DIPPAL-B3/2015-014 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	A,E,D C,D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2794	1	E	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux	Préparation du bois biomasse à destination des chaufferies bois	Quantité de déchets traités	30t/j	77t/j
2713	1	E	Installation de transit, regroupement ou de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	Plateforme de tri et transit de ferrailles	Surface consacrée à l'activité	1000 m²	4300 m²
2714	1	E	Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux	Réception et tri des déchets de bois (3500 m³), plastiques, de caoutchouc et de papiers-cartons	Volume susceptible d'être présent	1000 m³	10190 m³
2716	1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Réception et tri des déchets verts et des encombrants de déchetterie et des déchets non dangereux des activités économiques	Volume susceptible d'être présent	1000 m³	2100 m³
3550		A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520 ; 3540 ou 3560	Hangar d'entreposage de déchets dangereux d'une capacité de 134 t, dont 20 t provenant de la pollution des véhicules hors d'usage	Capacité totale de l'installation	50 t	114 t
1435	2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Distribution de fioul et gazole non routier	Volume annuel de carburant distribué	Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	800 m³

(1) A :Autorisation - E :Enregistrement - DC: Déclaration avec contrôle périodique - D :Déclaration NC : Non classable.

La ligne concernant la rubrique 2260-2a est supprimée.

### ARTICLE 2 : Garanties financières

L'article 1.5.3 de l'arrêté DIPPAL-B3/2015-014 est modifié comme suit :

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 1.5.1 à 194 222 € TTC.  
Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 110,4 (décembre 2019) et d'un taux de TVA de 20 %.

## **ARTICLE 2 : Cessation d'activité**

A l'arrêt définitif de l'installation, les obligations de cessation d'activités prises en application des articles L512-6-1, R512-39-1 à 3 du code de l'environnement et précisées dans l'article 1.6.6 de l'arrêté DIPPAL-B3/2015-14 demeurent applicables

## **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de POLIGNAC pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de POLIGNAC fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Loire (DCL / BCTE), l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le maire de POLIGNAC, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le responsable de l'unité interdépartementale Loire - Haute-Loire de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la SRV VACHER, dont le siège social est à la zone artisanale de POLIGNAC et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Le Puy-en-Velay, le 08 juin 2020

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Rémy DARROUX